

La culture n'est pas une marchandise

André Roy

Le cinéma français dans tous ses états

Number 139, October–November 2008

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/25263ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

24/30 I/S

ISSN

0707-9389 (print)

1923-5097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Roy, A. (2008). La culture n'est pas une marchandise. *24 images*, (139), 3–3.

La culture n'est pas une marchandise

Au mois d'août, soit juste avant le déclenchement des élections fédérales, on apprenait que Patrimoine canadien avait supprimé en catimini, depuis avril 2008, plusieurs programmes de subventions à la culture, pour un total de 60 597 000 \$¹. Erreur de stratégie? Car, généralement, en temps d'élections, les promesses d'augmentation de budget et d'aides servent de locomotive au gouvernement qui veut être réélu. Ou bien, ne serait-ce pas tout simplement de la part du Parti conservateur la continuation de sa politique : changer le paysage politico-culturel du Canada, freiner le développement artistique du pays et, tout particulièrement, celui du Québec (où Harper espère augmenter sa députation) et le redessiner selon son idéologie? En trois ans, le PC a déjà causé beaucoup de dégâts sur ce plan. Il n'est pas nécessaire ici de définir cette idéologie, qui s'inspire largement du néoconservatisme américain : elle se fonde sur une diminution du rôle de l'État, s'attache aux traditions et à la religion, tente de normaliser les pratiques et les conduites sociales au nom d'une morale, quitte à recourir pour cela à la censure (voir le projet de loi C-10 sur le financement des films et des émissions télévisées jugés « contraires à l'ordre public ») et à la répression (voir la loi contre les jeunes contrevenants). La loi et l'ordre, comme pour tous les partis de droite, restent les priorités du Parti conservateur.

Et dans les partis de droite, il y a cette particularité qui ne disparaîtra jamais : le ressentiment envers les intellectuels, les élites, les artistes. Une hargne que des compressions peuvent dévoiler. Faut-il rappeler que déjà en 2004, soit dès leur arrivée au pouvoir, les conservateurs ont effectué des coupes claires dans les budgets de la culture (19 M\$ retranchés au ministère des Affaires extérieures pour les missions culturelles, les Centres culturels canadiens et les Hauts-Commissariats)? Coupes aveugles et d'autant plus perversement dommageables qu'elles affectaient des lieux comme les centres culturels, dynamiques, accueillant les créateurs de toutes disciplines. Une réduction de 31 M\$ à Patrimoine canadien était annoncée l'année suivante. Les nouvelles du mois d'août n'ont fait qu'ajouter l'injure à la vengeance envers les artistes et leur liberté de créer et de penser. Un gouvernement de droite doit tout contrôler.

Meilleure gestion des biens publics et nouveaux programmes plus performants, affirme la ministre invisible de Patrimoine canadien. Ces raisons n'ont pas fait illusion – assez rapidement, le milieu culturel s'est levé et a organisé des protestations publiques. Il faut comprendre que ce dégraissage constant des budgets ralentira non seulement l'épanouissement artistique, mais nivellera à long terme, autant dans la production que dans la diffusion, la diversité de la création (un artiste = une voix, un style, un langage), car il vise à la rentabiliser, à la « privatiser » en quelque sorte, à créer du consensus par son industrialisation, à nous pousser à jouir impunément de la société du spectacle. Résultat : la disqualification de la « posture » de l'artiste.

Peut-être que c'est là que le gouvernement Harper a le mieux réussi dans son acharnement contre les artistes. Il a admis, plus ou moins officiellement, qu'il a aboli le programme PromArt (destiné

aux tournées à l'étranger) parce qu'il aurait profité à des artistes « radicaux » de gauche et à des « marginaux », qui ne seraient pas de « fiers représentants du Canada à l'étranger ». Mais alors que l'on s'attendait à ce que les acteurs de la scène culturelle reçoivent l'appui des journalistes et éditorialistes et, probablement, d'une partie de la population, quelle ne fut pas la surprise de lire et d'entendre des propos ambigus et contradictoires sur leur situation tant sociale que matérielle. On les accusait de gaspiller l'argent public – si nécessaire à l'éducation et à la santé! On les qualifiait la plupart du temps d'enfants gâtés, d'excentriques égoïstes et même... de riches. Le courrier des lecteurs des quotidiens et les courriels adressés aux sites des journaux et des chaînes de télé ainsi que les blogues recelaient encore plus de propos injustes, remplis de préjugés, rejoignant le sectarisme du gouvernement Harper. Il y a de quoi être stupéfait. Sans conclure que le Parti conservateur a déjà gagné la partie, voire l'élection (ce numéro de *24 images* sort quatre jours avant, on verra), les raisons d'être inquiet sont nombreuses. On peut toutefois oser affirmer que le milieu a perdu la première manche de sa bataille tant il a tout ramené à une question économique. Quelle direction lui donner maintenant? Il y a certainement plus à faire que de manifester pour le rétablissement des programmes ou que de demander, comme l'ont fait les politiciens québécois, le rapatriement des sommes fédérales de ces programmes, demande qui laisse perplexe quand on sait que les gouvernements québécois (PLQ et PQ) n'ont jamais consacré 1 % de leur budget à la culture, ce qui est pourtant réclamé depuis des lustres.

Oui, il y a plus à faire. Il faut des actions – éducatives, tout particulièrement – qui reflètent une vision plus ample et exigeante de la place des arts dans la société. Il faut un travail nécessaire, profond, de longue haleine qui dépassera la juste colère ou la simple indignation, les défilés toujours trop sporadiques. Il faut que le milieu, par les associations et les syndicats, se concertent face à un monde de plus en plus brutal, sauvage, et où la culture est considérée comme un produit sans valeur symbolique. Il faut trouver des solutions concrètes, neuves, innovantes, loin des corporatismes, pour contrer la banalisation de l'art, sa marchandisation forcée, sa soumission aux diktats de l'économie et de l'idéologie ambiante. Il faut lutter pour que l'État donne accès à l'imaginaire et à la pensée, droit inaliénable de chacun de ses citoyens. Oui, l'État a un rôle indispensable à jouer, car lui seul peut assurer, face à une mondialisation déchaînée, le lien organique entre la création, la diffusion et l'éducation artistique (on oublie trop souvent que tout commence à l'école). La bataille pour la culture est une bataille pour l'égalité et la liberté. Elle ne doit jamais cesser.

André Roy
du comité de rédaction

1. Selon la Conférence canadienne des arts; voir <http://www.ccarts.ca/fr/documents/listofrecentcutsFR020908.pdf>.